

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir_corruption@hotmail.com

ORGANE NATIONAL DE PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Il est trop tard pour bien faire

(2^e Partie et fin)

Dans la 1^{re} partie de ce dossier (voir le Soir d'Algérie du 17 janvier 2011), nous avons énuméré les objectifs et les missions de cet organe de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLCC), tels qu'ils ont été définis par la loi du 20 février 2006. Dans cette 2^e et dernière partie, nous compléterons l'inventaire de ses missions, nous nous interrogerons sur son indépendance, sur la non-publication de son rapport annuel et sur la qualification de ses 7 membres permanents. Pour cette fois-ci, et notamment à cause de ces longues années de retard entre la signature de la Convention des Nations unies contre la corruption signée par l'Algérie en décembre... 2003 (!), ratifiée en avril 2004, et la prestation de serment du 4 décembre dernier, la formule rituelle «il n'est jamais trop tard pour bien faire» n'est plus de mise.

Dans le cadre de l'exercice des missions évoquées dans la 1^{re} partie de ce dossier (*le Soir d'Algérie* du 17 janvier 2011), l'organe peut demander aux administrations, institutions et organismes publics ou privés ou toute personne physique ou morale de lui communiquer tout document ou information qu'il juge utile pour la détection des faits de corruption. Le refus délibéré et injustifié de communiquer à l'organe des éléments d'information et/ou des documents requis constitue une infraction d'entrave à la justice au sens de la présente loi. Mais concernant la relation de l'organe avec l'autorité judiciaire, l'indépendance de l'ONPLCC – pourtant consacrée par la loi du 20 février 2006 – est mise à mal par l'article 22 : «Lorsque l'organe conclut à des faits susceptibles de constituer une infraction à la loi pénale, il transmet le dossier au ministre de la Justice, garde des Sceaux, qui saisit le procureur général compétent aux fins de mettre en mouvement l'action publique, le cas échéant.»

Pas de contact direct avec la justice ! C'est la même chose à propos de la présentation du rapport annuel : «L'organe adresse au président de la République un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la lutte contre la corruption, les insuffisances constatées en la matière, et les recommandations proposées, le cas échéant.» (Article 24). Ce rapport n'est pas rendu public ! A quoi bon alors évoquer son existence ?

Entaché de suspicion dès le départ

En application du décret présidentiel du 22 novembre 2006, relatif au fonctionnement et à la

composition de l'ONPLCC, le chef de l'Etat mettra près de 4 ans pour choisir les 7 membres de l'ONPLCC, en signant le 7 novembre 2010 leur décret de nomination (JO n°69 du 14 novembre 2010). Pourquoi tout ce retard ? Les lecteurs doivent certainement se rappeler «l'explication» donnée à propos de cet énorme retard par le ministre de la Justice : le chef de l'Etat n'arrive pas à trouver 7 personnes intègres ! Est-ce pour cela que sur les 7 membres désignés, 4 étaient à la... retraite ?

Il faut par ailleurs préciser, toujours à propos de ces nominations, que le président de cet ONPLCC avait été chef de l'Inspection générale des finances (IGF) dans les années 1990, et que l'IGF pendant cette période ne s'était pas distinguée par des performances à la hauteur de la réglementation en vigueur. Il faut ajouter aussi, que parmi ces 7 membres de l'ONPLCC, la nomination d'Abdelkrim Ghraïb – ancien chef de l'Amicale des Algériens en Europe, «filiale» du FLN du temps du parti unique, plus récemment ambassadeur au Mali et député (fonctions cumulées pendant plusieurs années !) – est très contestable, car comment pouvait-on ignorer en haut lieu que son gendre est en prison dans le cadre de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest et que trois filles de Ghraïb ont été entendues par la justice (comptes bancaires à Genève, alimentés par un homme d'affaires impliqué dans le scandale de ce chantier), comme l'a révélé *le Soir d'Algérie* dans son édition du 13 janvier 2011 – dans un article intitulé : «Affaire autorou-

te Est-Ouest/Suspicion sur l'Organe de lutte contre la corruption», signé Tarik Hafid. Non seulement cette dernière information n'a pas été démentie à ce jour, et Abdelkrim Ghraïb n'a pas pris la décision qui s'imposait (démissionner de l'ONPLCC), à défaut que le chef de l'Etat annule cette nomination. Tant que le «correctif» n'est pas apporté dans la composante de l'ONPLCC, elle sera entachée de suspicion.

Une prestation de serment en demi-teinte !

Les conditions du déroulement de la prestation de serment des 7 membres permanents n'ont pas été à la hauteur de l'importance de l'ONPLCC.

Le ministre de la Justice a brillé par son absence, et d'autres ministres, notamment de souveraineté, auraient dû être présents. Est-ce que l'ONPLCC, qui s'est fait trop longtemps désirer, est déjà un colis encombrant ?

Il aurait mérité une installation officielle en bonne et due forme. Que dire alors de la prestation de serment des 7 membres ?

N'aurait-on pas au moins mis la forme et mieux la préparer ? A titre d'exemple, la photo officielle (presse gouvernementale) des «assermentés» – alignés l'un à côté de l'autre face aux juges de la Cour –, largement diffusée dans la presse, est désastreuse, du genre «Accusés, levez-vous» (!), l'un des «assermentés» ne s'étant même pas donné la peine d'enlever son imperméable !

Des propos qui prêtent à équivoque

Même chose pour les premières déclarations à la presse du président de l'ONPLCC, à l'issue de la prestation de serment : propos surprenants. Il a notamment affirmé que «la lutte contre la corruption n'a pas attendu l'installation de cet organe» : pourquoi l'ONPLCC alors ? Et d'ajouter que «les missions dévolues à

l'organe de prévention et de lutte contre la corruption seront menées avec sérénité, sans laxisme ni alarmisme». Et de préciser que cette installation de l'organe ne devrait pas créer «une forme de paralysie du pays» !

Il a fait part d'autres missions pour l'ONPLCC bien étranges : «Il faut également protéger tous les agents de l'Etat, de toute forme de délation.» Il a aussi souligné que «la lutte sera toujours menée avec la collaboration de toutes les institutions de l'Etat», omettant au passage d'évoquer l'implication de la société civile, implication pourtant inscrite dans les missions de l'ONPLCC et la loi du 20 février 2006. Et de conclure ses propos par une vision plutôt pessimiste : «Notre objectif est de diminuer ce phénomène de la corruption» ! Au vu de tout ça, faut-il déjà désespérer de l'ONPLCC ? Visiblement, du côté du pouvoir, il est trop tard pour bien faire.

Djilali Hadjadj

Et l'Office central de répression de la corruption ?

Le ministre de la Justice avait déclaré que l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption prévu par la loi de 2006 avait ses missions et ses prérogatives, ajoutant que cette instance sera renforcée par la création d'un office central chargé d'enquêter sur les crimes liés à la corruption. Le ministre de la Justice avait annoncé, en septembre 2010, la création de l'office central de répression de la corruption prévu par l'ordonnance 05-10 du 26 août 2010 – amendement et complétant la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption – pour conférer davantage d'efficacité à la lutte contre la corruption.

Il avait alors indiqué que la mise en place de cet office n'annulera pas la création de l'organe national prévu par l'article 17 de la loi sur la prévention et la lutte contre la corruption.

Le chef de l'Etat, quant à lui, avait indiqué que cet office serait le bras opérationnel de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLCC). Donc exit l'Observatoire de prévention de la corruption, annoncé à plusieurs reprises

par le ministre de la Justice. Même si des annonces précipitées et prématurées ont prévalu un certain temps. Pour rappel, et à la lecture du discours du chef de l'Etat prononcé jeudi 28 octobre 2010 – lors de l'ouverture de l'année judiciaire –, nous apprenions que l'Office central de répression de la corruption a été «mis sur pied» !

Extrait du discours : «En vue de conférer à l'action du pouvoir judiciaire toute l'efficacité qui lui permettrait de lutter contre les fléaux sociaux, à leur tête le crime organisé et la corruption sous toutes ses formes, nous avons mis sur pied une instance nationale de lutte contre la corruption, dotée d'un outil opérationnel, l'Office central de répression de la corruption.»

Et dans notre édition du 21 novembre 2010, nous nous étions même interrogés : «Depuis quand cette instance a été mise sur pied et depuis quand cet office est opérationnel, et quel est leur composition ?» Nous n'avions pas eu de réponse à ces questions. Jusqu'à la prestation de serment des 7 membres de l'ONPLCC en décembre dernier.

Confusion dans les dénominations et autres lapsus

Au moment où l'on commençait à y voir plus clair, suite à l'inflation ces dernières années d'annonces sur les dénominations les plus diverses données à ces organismes gouvernementaux de prévention et/ou de lutte contre la corruption – annonces à l'actif du Premier ministre et du ministre de la Justice, ne voit-on pas que dans ses premières déclarations à la presse le président de l'ONPLCC parla de «commission» (oujna) au lieu «d'organe» (haïa) : nombre d'agences de presse étrangères et de journaux algériens évoquaient la création d'une «Commis-

sion nationale de prévention et de lutte contre la corruption».

Il faut croire que la confusion linguistique entre «oujna» et «haïa» n'est qu'un lapsus, car la notion de «commission», surtout quand il s'agit de lutte contre la corruption, est entachée de préjugés, et une «Commission», c'est bien éphémère.

Pour lever toute confusion, nous recommandons aux lecteurs de se limiter aux dénominations légales : «Organe national de prévention et de lutte contre la corruption» et «Office central de répression contre la corruption».

D. H.

DANS «LE SOIR CORRUPTION» DU 31 JANVIER 2010

Les régimes des pays arabes ont créé la «sécuritocratie» !

La chute de Ben Ali et les changements en Tunisie continuent de susciter de multiples commentaires et réflexions dans le monde entier. Les chercheurs, experts et autres historiens sont sollicités de toutes parts, et chacun y va de sa lecture.

Un entretien avec Bassma Kodmani, politologue née en Syrie, directrice de l'Arab Reform Initiative, un think tank indépendant, vient d'être publié dans un grand quotidien international : la qualité et la pertinence de ses analyses est à souligner.

Nous y reviendrons dans le prochain «Soir Corruption», daté du 31 janvier 2010. Bassma Kodmani dirige un ouvrage collectif sur la nature du pouvoir politique dans le monde arabe, qu'elle qualifie de «sécuritocratie».